



LE 24 janvier TOUTES et TOUS EN GREVE et à la MANIFESTATION.



POUR LA DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT, DES EMPLOIS ET DU SERVICE PUBLIC

Malgré la très forte mobilisation du 20 novembre, les réponses du Ministre du Budget, des comptes Publics et de la Fonction Publique les 17 décembre et 14 janvier derniers sont une véritable provocation.

> POUVOIR D'ACHAT :

Logement, produits de première nécessité, carburant... : tout augmente sauf nos rémunérations. **La perte de pouvoir d'achat depuis 2000 se chiffre à 6,5 % soit 90 € par mois en moyenne.**

Pour toute réponse et sur la base de statistiques faussées, le gouvernement envisage des mesures ciblées mais se refuse à entrer dans une démarche de revalorisation générale des traitements en prônant l'individualisation des rémunérations dans le seul but de casser la grille des salaires.

Rien sur le point d'indice et sur un éventuel rattrapage, mais une réelle remise en cause de la RTT.

En clair : si les fonctionnaires veulent gagner plus, ils n'ont qu'à racheter leurs jours de congés.

> EMPLOI PUBLIC :

Le budget 2008 prévoit la suppression de 23 000 emplois uniquement pour la Fonction publique d'Etat. Au Trésor ce sont 970 emplois qui sont supprimés, 6 dans notre département qui viennent s'ajouter aux 7 de l'an dernier.

Le Président de la République dans son récent show télévisé annonce déjà la couleur : 35 000 suppressions en 2009 afin d'atteindre les 150 000 en fin de mandature.

La DGI et la DGCP, dans le cadre de la fusion en cours, ont réaffirmé le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Les conséquences de ces suppressions d'emplois, on les connaît : **dégradation des conditions de travail des personnels et dynamitage des services publics de proximité (7 ou 8 trésoreries sont sur le grill dans les Hautes Pyrénées après les élections municipales).**

> STATUT :

Le discours Présidentiel du 19 septembre avait déjà donné le ton, le Conseil de Modernisation des Politiques Publiques du 12 décembre n'a fait que le confirmer. Au menu gouvernemental : individualisation de la rémunération, fin de la logique de carrière, suppressions d'emplois massives, recrutements par contrats de droit privé, pécule de départ....

En clair : UN ENTERREMENT DE 1^{ère} CLASSE pour le STATUT GENERAL de la FONCTION PUBLIQUE.

> RETRAITES :

Après s'être attaqué aux régimes spéciaux, le gouvernement annonce la 3^{ème} réforme des retraites visant à un nouvel allongement de la durée de cotisation synonyme de baisse généralisée des pensions.

Cette politique de casse sociale est INNACCEPTABLE.

L'action et la mobilisation de tous sont plus que jamais nécessaires pour amener ce gouvernement à ouvrir de réelles négociations.

Au Trésor, aux Finances, comme dans l'enseignement, et dans l'ensemble de la FONCTION PUBLIQUE

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 24 JANVIER ET A LA MANIFESTATION A TARBES à 10 H 00 DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL

Pour la revalorisation des traitements et des régimes indemnitaires.

Pour l'arrêt des suppressions d'emplois

Pour le maintien et le développement des statuts.